

Les subsides

Le gouvernement s'engageait aussi dans son prétendu programme d'action à offrir plus de chances aux jeunes. Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) a décrit le triste sort des jeunes aujourd'hui. Le pays compte environ 660,000 jeunes de 15 à 24 ans en chômage. C'est une génération perdue à laquelle le gouvernement n'accorde aucun soin ou attention.

Troisième volet du programme d'action: l'égalité pour les femmes. C'est écrit en toutes lettres. Le député de Burin-Saint-Georges (M. Simmons) ne l'a pas dit, mais l'article 28 a été inséré dans la Charte des droits et libertés grâce aux efforts combinés des parties d'opposition et non à la suite des pressions du gouvernement. C'est inscrit en toutes lettres dans la Charte, mais rien n'a été fait. Le revenu moyen des femmes au Canada est inférieur de moitié à celui des hommes: \$7,600 par an contre \$14,981. Tant qu'il n'y aura pas égalité sur le plan économique, il n'y aura pas de véritable égalité des sexes.

Le quatrième volet du programme d'action: une nouvelle politique nationale d'expansion économique destinée à créer des emplois et à stimuler la croissance. Il y a trois ans, nous avions un million de chômeurs. Aujourd'hui, nous en avons deux millions et sur ce nombre, comme le député de Saint-Jean-Est l'a dit, un million sont des chômeurs à long terme qui n'ont pas occupé d'emploi depuis plus de trois mois et demi. Rien qu'au cours des 12 derniers mois, il y a eu plus d'un demi-million de licenciements et le rythme de création de nouveaux emplois a fléchi considérablement.

Et pourtant, en 1980, le gouvernement claironnait qu'il allait remplir toutes ses promesses et qu'il allait tenir sa parole. C'est une plaisanterie cruelle et d'un goût douteux que le gouvernement a faite aux Canadiens. Le gouvernement lui-même n'est qu'une vaste farce, une mascarade cruelle surtout pour les deux millions de chômeurs canadiens auxquels le premier ministre a eu le front de déclarer la semaine dernière que l'économie se portait bien. De qui se moque-t-il?

Il y a toutefois dans le discours du trône une phrase prémonitrice qui dit ceci:

... les Canadiens sont prêts à accepter des sacrifices pour surmonter les problèmes économiques des années 80, mais... ils ne toléreront pas l'injustice.

De fait, les Canadiens ont dû faire des sacrifices, des sacrifices comme on n'en avait encore jamais exigé d'eux. Au cours de ces dernières années, ils ont dû accepter de perdre leur emploi, d'abandonner leur maison, de voir leur famille se désagréger et ce, parce que le gouvernement était incapable de tenir les promesses qu'il leur avait faites trois ans plus tôt. Ces deux millions de chômeurs canadiens et ces centaines de millions d'autres qui ont perdu leur foyer sont sacrifiés par le gouvernement sur l'autel des taux d'intérêt élevés et de la politique de nationalisation. Oui, ils ont dû en accepter des sacrifices.

Le gouvernement dans le discours du trône demandait aux Canadiens de faire des sacrifices. Certes, ils en ont accepté, mais pas de la façon dont le gouvernement l'avait prévu et surtout pas de la façon dont les Canadiens l'avaient compris quand ils ont entendu le discours du trône il y a trois ans.

Toute cette question baigne dans un humour noir maladif, parce que le gouvernement avait choisi un titre évocateur pour

cette section du discours du trône dont j'ai parlé. Elle était en effet intitulée «Les citoyens d'abord». C'est bien ce qu'il a fait. Les personnes âgées ont été les premières appelées à la ligne de feu dans la lutte contre l'inflation. Les jeunes ont été emmenés par centaines de milliers pour gonfler les rangs des chômeurs. La famille a subi les attaques du ministre responsable de la situation de la femme, qui a fait des déclarations incroyables, se demandant, par exemple, ce qu'apportait à la société la femme au foyer sans enfant, ou encore, si une femme au travail tient à payer pour que d'autres puissent rester à la maison; elle a également affirmé que rester au foyer était un luxe. Voilà comment ce gouvernement a su œuvrer pour les citoyens d'abord. Ce sont des mesures bien différentes que celles que nous préconisons, de ce côté-ci de la Chambre.

Le gouvernement a pris certains engagements précis en avril 1980, dans sa frénésie du pouvoir. Après les promesses éclatantes du premier ministre et de ses collègues pendant la campagne électorale, le gouvernement s'est engagé à réformer le régime des pensions. Voici comment le sujet a été abordé dans le discours du trône:

Il faut s'employer dès aujourd'hui à rechercher de meilleurs moyens d'assurer la flexibilité, la transférabilité et la sûreté des régimes de pension publics et privés. Pour amorcer la réflexion, le gouvernement publiera sous peu une importante étude sur le système canadien de pensions.

C'était en avril 1980. Nous savons maintenant ce que le gouvernement entend par publier sous peu. Il lui a fallu deux ans et demi pour publier une étude sur la réforme des pensions, document qui a été remanié plusieurs fois et dont le caractère urgent s'est affaibli.

D'après le discours du trône, le gouvernement a promis de se mettre immédiatement à améliorer les pensions de retraite. Trois ans plus tard, on a finalement créé un comité parlementaire pour s'attaquer à cette tâche, pour étudier la réforme des pensions que bien des gens considèrent comme un des besoins sociaux les plus urgents des années 1980. Le comité a commencé ses travaux. Il doit présenter ses recommandations à la fin de 1983. Lorsque ces recommandations seront présentées au gouvernement, je présume qu'elles devront être étudiées à fond par le cabinet pendant un certain temps. Il faudra ensuite une série de réunions fédérales-provinciales à ce sujet, parce que la réforme des pensions relève des deux. Il faudra ensuite préparer un projet de loi et le débattre. Toutes ces opérations prennent du temps. De la façon dont le gouvernement procède, il faudra des semaines et des mois. Il semblerait que, lorsque, pendant la dernière campagne électorale le gouvernement disait qu'une réforme des pensions devait être faite de toute urgence et qu'il s'en occuperait immédiatement, il pensait en fait à la prochaine campagne électorale.

Je garantis à la Chambre que ce sujet sera un des thèmes des prochaines élections mais pas de la façon dont le gouvernement s'y attend, pas de la façon qu'il avait prévue. Ses atermoiements, son manque d'intérêt, bref tout ce qui a caractérisé l'attitude du gouvernement à l'égard de la réforme des pensions sera un thème important de la prochaine campagne électorale.